

Election présidentielle : le pragmatisme en lieu et place des coups de menton

. Ça va dans tous les sens

F.B

Le régime politique gabonais est, dans sa nature, dictatorial, avec un habillage démocratique. Il ne s'agit donc pas d'une régime avec lequel il faut s'attendre à dialoguer, aux fins de définir les conditions et d'arrêter un cadre à même de permettre au pays de vivre, un jour, l'alternance, tel que cela a pu se passer sous d'autres cieus.

Dès l'année 2012, les Gabonais ont commencé à battre le pavé, au rythme des tam-tams et autres instruments, pour exiger la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine. Malgré différents sons de cloche et de sirène, du côté du palais de marbre du bord de mer de Libreville, l'on est resté muet et sourd telles des carpes du Como.

L'on a ouvert une oreille, et émis un son, rien que de retour d'un séjour tumultueux à Paris, où il s'est fait remonter les bretelles par François Hollande, qui venait à peine de s'installer au Palais de l'Élysée, Ali Bongo trouva une échappatoire en convoquant les deux Chambres du Parlement en Congrès pour faire un plaidoyer, hors-sujet, sur la « xénophobie » qu'il prétendait gangrener le corps social gabonais.

Que lui avait dit l'actuel Chef de l'exécutif français, qu'il « y avait chez lui (au Gabon ndlr) des exigences de gouvernance politique, de lutte contre la corruption et de pluralisme démocratique ». La dénonciation de la « xénophobie » était-elle une réponse à ces exigences ? Question sans réponse.

Toujours pressé et harcelé de convoquer une Conférence Nationale Souveraine, le même Ali Bongo Ondimba s'engouffra dans une autre brèche, celle qui avait consisté à instruire son Premier ministre de l'époque, Raymond Ndong Sima, à ouvrir des négociations en vue, entre autres, de discuter de l'existence des partis politiques, de la biométrisation du fichier électoral, puis de la réactivation du Conseil National de la Démocratie dont on entendait plus parler.

Si rien ne fut dit et fait à propos des partis politiques, la biométrisation du fichier électoral fut une entourloupe pour calmer les esprits.

Quand au CND, il fût effectivement réactivé, mais pour servir sa cause, au nom de la démocratie. La preuve, l'un de ses soutiens inconditionnel, Me Séraphin Ndaot, est aujourd'hui à sa tête, tout en se réclamant de l'opposition.

Et vint l'épisode du « Dialogue National Inclusif sans tabou ». Comme la Conférence Nationale Souveraine, ce fut, là aussi, une exigence d'une large majorité de Gabonais qui tenaient à laver le linge sale en famille, avec le souci de donner un coup de balai à la Constitution actuelle de la République gabonaise, trop monarchisante, et de redéfinir de nouvelles règles de jeu quant à l'organisation des élections. Encore une fois, Ali Bongo botta en touche

en s'abritant derrière son CND, arguant que tout dialogue ne pouvait se faire, rien que dans ce seul cadre. Ce débat a traîné en long et en large, le tout sur fond d'une crise qui couvait et qui s'aggravait en raison des révélations relatives à sa situation d'état civil.

Au moment où on aborde la dernière ligne menant à l'élection présidentielle du 27 août prochain, le contentieux reste pendan et provoque d'énormes secousses au sein du paysage politique national. Après avoir fourni 2 à 3 actes de naissance différents pour prouver sa nationalité gabonaise, Ali Bongo Ondimba ne convainc personne, même pas les membres de la CENAP qui ont eu à valider son dossier de candidature. Et pour un passage en force, c'en est un de plus. Tous ces épisodes et péripéties prouvent que l'actuel Chef de l'Etat n'est guère ouvert au dialogue, vertu caractéristique de tout démocrate. Il est donc nécessaire et important d'insister là-dessus : la politique est une affaire de rapport de forces. Pour ce qui est d'Ali Bongo, sa force se trouve dans les armes et les muscles, cependant que celle de l'opposition se trouve dans les urnes, à condition qu'elle sache transformer une victoire dans ces urnes par une prise effective du pouvoir.

L'opposition gabonaise doit donc être réaliste et pragmatique. Il y a d'un côté Ali Bongo, ses armes et les moyens financiers dont il dispose, ceux de l'Etat ; et de l'autre, une majorité de Gabonais, ne disposant que de leurs mains nues et des urnes. Même si les arbitres du processus électoral sont estimés partiaux, il y a le code électoral. Ce dernier permet de contrer la fraude et de déjouer tout coup d'Etat électoral, à condition de s'y préparer à temps. Cette opposition a, de ce fait, intérêt à développer d'autres stratégies de conquête du pouvoir en s'abstenant d'entretenir l'illusion d'une épreuve de forces, ou en se résignant dans un quelconque boycott qui rouvrira les portes du Palais de marbre de Libreville à Ali Bongo Ondimba. Il lui faut mobiliser, dès maintenant les citoyens Gabonais, afin qu'ils soient prêts à emprunter la voie des urnes le 27 août prochain, et prendre d'assaut les bureaux de votes, avant de tenir à sécuriser leur choix dans l'isoloir.

Le sécuriser étant synonyme de prendre toutes les précautions pour qu'il n'ait de nouveau un coup de force. Et la seule manière d'y arriver est de se prémunir des résultats issus des différents bureaux de vote, bien avant que ces derniers ne soient tripatouillés. Fort de ces résultats consignés dans des procès verbaux non falsifiés, elle pourra d'ores et déjà revendiquer la victoire, bien avant que la CENAP et la Cour Constitutionnelle n'interviennent.

Tout autre discours sur un éventuel passage en force est contreproductif. Il démobilise l'électorat, en la confinant dans l'éternel, « On va encore faire comment ».